

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 3 juin 2024

Faits saillants

- **Stabilité de l'inflation en mai à +1,4 %**
- **La croissance pénalisée par la faiblesse de la demande externe, selon Economiesuisse**
- **Discussions sur les mesures de sauvegarde de l'UE sur les importations d'acier**

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/06	Var. vs 30/05
EUR/CHF	0,9704	- 1,1 %
USD/CHF	0,8923	- 1,6 %
SMI	12 241	+ 3,13 %
Taux 10a	0,812 %	- 4 pb

Macroéconomie

Inflation : L'inflation est restée stable en mai, à +1,4 %, comme en avril, conformément aux attentes des analystes et aux projections de la Banque Nationale Suisse (BNS). L'inflation sous-jacente est également demeurée stable à +1,2 % en dépit de la hausse des loyers (+3,4 % sur un an) qui fait suite à la hausse du taux de référence hypothécaire en décembre dernier. Les prix des produits importés ont reculé de -0,6 % par rapport à mai 2023 tandis que ceux des produits fabriqués en Suisse ont crû de +2 %. Pour l'ensemble de l'année, la BNS prévoit une inflation de +1,4 % en moyenne.

Dans ce contexte, la BNS pourrait décider de ne pas abaisser à nouveau ses taux lors de la réunion de la Banque Nationale Suisse du 20 juin, même si les analystes d'UBS continuent de parier sur une 2^{ème} réduction de taux directeur de 25 pnb (ce qui porterait le taux à 1,25 %), essentiellement du fait de la persistance de la croissance sous son potentiel. A noter que depuis une quinzaine de jours, le franc suisse s'est à nouveau apprécié, à 97 centimes pour 1 euro, tout en restant plus faible de 4 % par rapport au début de l'année.

Marché du travail : En mai 2024, le taux de chômage au sens du SECO est resté inchangé à 2,3 %. Les offices régionaux de placement (ORP) comptabilisaient 105 465 chômeurs inscrits à la fin du mois dernier, soit légèrement moins qu'en avril. Pour mémoire, selon les critères du Bureau international du travail (BIT), le taux de chômage de la Suisse s'élevait à 4,3 % au 1^{er} trimestre 2024 (comme un an auparavant).

Conjoncture : Dans ses perspectives conjoncturelles, la faîtière Economiesuisse s'attend à une croissance modérée (+1,1 % en 2024, +1,4 % en 2025), à nouveau en deçà du potentiel. L'économie reste confrontée à une demande internationale modeste -en particulier pour les produits industriels- et ne profiterait pas de la légère dépréciation du CHF. La demande est notamment affectée par le recours à la réduction des stocks par les entreprises industrielles, en attente d'une amélioration de la conjoncture. D'après l'association patronale, les entreprises suisses demeurent avant tout préoccupées par la persistance des tensions géopolitiques et la faiblesse de la demande, et expriment également des craintes liées à la sur-réglementation et l'évolution incertaine des prix de l'énergie.

Secteur financier

Tech : UBS et Swisscom ont annoncé leur collaboration pour stimuler le développement des jeunes entreprises suisses spécialisées sur le segment des technologies de pointe. Deep Tech Nation, fondation née de cette collaboration, a ainsi pour ambition de mobiliser près de 50 Mds CHF au cours des dix prochaines années, générant jusqu'à 100 000 nouveaux emplois en Suisse. Actuellement, moins de 3 Mds CHF par an sont investis dans ce secteur, un montant bien inférieur aux 5 Mds annuels en Suède, selon le communiqué d'UBS et Swisscom.

Créée le mois dernier, la fondation compte parmi ses partenaires financiers Stadler Rail, SIX Group, Vaudoise Assurances, Rolex, Swiss Re, SICPA et l'Université de Zurich. En plus du financement, la fondation prévoit la mise en place d'une plateforme de capital-risque avec des structures juridiques et financières attractives pour les investisseurs externes.

Investissements ESG : Les investissements ESG ont crû de +3 % en 2023 pour atteindre 1 660 Mds CHF, selon l'institut Swiss Sustainable Finance. Cette légère hausse intervient après la chute de près de 19 % en 2022, principalement due à la contraction générale des marchés. Les fonds ESG ont attiré 697 Mds CHF, tandis que les mandats de gestion ont augmenté de 5 % à 610 Mds CHF. Les actions restent la classe d'actifs la plus populaire sur le segment ESG, suivies des obligations d'entreprises, des emprunts d'État et de l'immobilier.

Malgré la reprise, la croissance des investissements ESG en 2023 reste inférieure à celle des marchés financiers dans leur ensemble, en partie du fait de méthodes de mesure plus strictes et des débats au sujet de l'écoblanchiment. Plus de la moitié des fonds d'investissement en Suisse sont désormais gérés selon des critères ESG, contre à peine 10 % il y a 10 ans. Toutefois, la Suisse contrôle relativement peu les pratiques de greenwashing, préférant l'autorégulation des marchés, contrairement à l'Union européenne qui impose des contrôles stricts sur l'impact climatique des établissements financiers.

Secteurs non financiers

Sidérurgie : Le Comité mixte institué par l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Union européenne (UE) s'est réuni le 4 juin pour échanger sur les mesures de sauvegarde de l'UE sur les importations d'acier et leurs effets sur la Suisse. Convoquée par la partie suisse, cette réunion extraordinaire a porté sur les mesures de sauvegarde appliquées par l'UE depuis 2018 en réaction à l'instauration par les Etats-Unis de droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium et qui prennent la forme d'un droit de sauvegarde de 25% sur les importations dépassant certains contingents. L'UE prévoyant de prolonger, fin juin, les mesures de sauvegarde pour deux années supplémentaires, les délégations ont discuté des ébauches de solutions qui éviteraient les entraves aux échanges commerciaux d'acier. L'UE entend apporter un amendement technique aux mesures de sauvegarde afin de prévenir l'éviction déraisonnable des fournisseurs traditionnels, comme la Suisse.

Horlogerie : Rolex présentait cette semaine le projet de son 5^{ème} site de production à Bulle. Composé de cinq bâtiments d'une surface totale de 261 600 m², le projet inclut un parc de 32 000 m² ainsi qu'une pépinière. La saturation des bassins d'emploi traditionnels de l'horlogerie (Genève, Jura, Neuchâtel) pousse Rolex à chercher de nouvelles compétences à Bulle : l'ancien site Tetra Pak de Romont est ainsi en cours d'aménagement pour former les quelques 2000 employés qui alimenteront le nouveau site de production. Avec un coût de construction estimé à 1 Md CHF, le projet entend faire preuve d'exemplarité en matière de durabilité. Le site utilisera 98 % d'énergie renouvelable pour son chauffage, grâce à des panneaux solaires et 150 sondes géothermiques. La consommation d'eau sera quant à elle réduite de 75 %, par le biais d'un système de récupération des eaux de pluie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Gilles BORDES, chef du Service économique de Berne

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY, Alexandre SABBAGHI

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuel : Pixabay